



Pou dékolé la GWIYANN – Sauvons la Guyane

Colonisée au XVII^e siècle, ayant connu l’esclavage, les bagnes et la départementalisation, la Guyane est aujourd’hui le plus grand département français. Ses richesses sont connues. Pourtant le peuple guyanais fait face à une situation sociale catastrophique, avec un taux de chômage « officiel » de 22%, largement sous-estimé selon l’UTG (Union des travailleurs guyanais, regroupant 37 organisations syndicales), et 44% des personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté ; le manque d’infrastructures, les systèmes de santé et de transports défaillants, etc. pèsent aussi sur la vie quotidienne des habitant.es de Guyane.

Des combats sont engagés par les citoyen.nes depuis plusieurs mois pour la résolution de ces problèmes fondamentaux. Le 16 mars une mobilisation d’ampleur a débuté : l’UTG participe à ce mouvement large de contestation et de revendication et a appelé à la grève générale. La CGT soutient cette lutte.

Dans le cadre de cette mobilisation populaire une plate-forme revendicative a été établie par le collectif «*Pou dékolé la GWIYANN*» pour faire face à l’urgence de la situation. Pour l’éducation, l’enseignement, la recherche et la formation le collectif revendique :

- Le versement automatique de la taxe professionnelle de toutes les entreprises installées en Guyane, notamment le Centre Spatial Guyanais (CSG) pour le développement de la formation continue.
- La mise en place d’une politique académique adaptée avec introduction officielle dès la rentrée prochaine de l’étude : des langues maternelles, de l’histoire-géographie du territoire, des sciences en s’appuyant sur les structures technologiques (ex : CSG), de recherche (ex : CIRAD) et de l’environnement naturel guyanais.
- La construction de 5 lycées (Maripasoula, Saint Georges, Macouria, Saint Laurent, Matoury), 10 collèges et 500 classes primaires en utilisant les ressources locales (y compris cantines, internats, logements du personnel et des enseignant.es hors île de Cayenne) et d’un pôle universitaire pour l’Ouest à Saint Laurent du Maroni.
- La gratuité des transports scolaires routiers et fluviaux, de la restauration de la maternelle au lycée (avec utilisation des produits locaux) et du matériel pédagogique (manuels et matériel numérique) principalement pour les communes de l’Est (Vallée de l’Oyapock) et l’Ouest (Vallée du Maroni).
- La création immédiate à l’Université de Guyane de 20 postes, personnels enseignants et administratifs et dans le secondaire la CDIisation des contractuel.les et embauche de 400 ILM (Intervenants en Langue Maternelle).
- Un accord de principe sur la définition et mise en place d’un véritable projet académique sur 5 ans en stabilisant une gouvernance au fait de la réalité guyanaise.

La FERC CGT est solidaire des personnels guyanais qui défendent un service public d’éducation et d’enseignement supérieur à la hauteur des besoins des habitant.es, un droit à la formation professionnelle pour toutes et tous sur le territoire guyanais ! Le gouvernement, qui est plus enclin à réprimer les mouvements sociaux qu’à les entendre, doit ouvrir immédiatement des négociations avec les représentant.es de ce mouvement social massif, déterminé et répondre à ses légitimes revendications.

Montreuil, le 14 avril 2017